

février 2014 jusqu'à ceux et celles qui étaient dans la rue suite à la mort de Rémi Fraisse il y a un an. Nous devons être en mesure de reproduire la diversité tactique que la lutte de la ZAD nous a enseigné.

S'organiser dès maintenant peut se faire à plusieurs niveaux. Une première manière serait de répondre à la guerre médiatique visant à préparer aux expulsions : faire connaître ce qui se vit aujourd'hui sur la ZAD (les nouvelles occupations et l'actualité de la lutte) ou encore partager comment l'opération César a été mise en déroute. Une autre pourrait être de préparer une manifestation en cas d'attaque, comme cela est déjà prévu à Nantes, comme cela avait été fait à 40 000 personnes pour réoccuper la zone en 2012. On pourrait aussi imaginer se coordonner avec les autres comités bretons pour que des contre-feux s'ouvrent partout dès les premières interventions des gendarmes mobiles. De multiples autres initiatives sont bien-sûr à mettre en place.

**Tout cela est à inventer ensemble.**

**RDV le jeudi 5 novembre à 18h  
au bar le Panama**

**28 Rue Bigot de Prémeneu  
Métro Jacques Cartier**

**FACE AUX RÉCENTES  
MENACES D'EXPULSION  
SUR LA ZAD DE  
NOTRE DAME DES LANDES**



**RETROUVONS-NOUS!**

**Appel à la création  
d'un comité ZAD  
réunion publique à Rennes  
Jeudi 5 novembre à 18h  
au bar Le Panama**

**28 rue Bigot de Prémeneu**

**Métro Jacques Cartier**

## **Le conflit est réouvert**

La lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est à nouveau menacée. Au nom de la sainte Économie le gouvernement promet l'expulsion des habitants, la destruction du bocage, de ses cultures et de ses espèces protégées. Chaque déclaration de Manuel Valls résonne comme une nouvelle sommation : « Ce projet, nous le soutenons. L'aéroport se fera », « le gouvernement ne cédera jamais face aux intimidations d'une minorité d'individus ultraviolents ». Les récents agissements des autorités nous prouvent qu'ils se préparent à joindre les actes à la parole. Le 22 septembre, le juge des expropriations tente de venir sur la ZAD (Zone à Défendre) en vue de l'éviction des locataires. Le 10 octobre, alors qu'une nouvelle occupation a lieu dans le but d'installer une conserverie à l'est de la zone, les gendarmes essaient en vain d'intervenir. Si ces provocations ont été repoussées, elles nous indiquent qu'une nouvelle opération d'envergure se prépare. Il faudra encore une fois la détermination de tout le mouvement sur place et partout en France pour la stopper.

## **Que veut détruire le gouvernement ?**

Depuis 2012 et l'échec de l'opération César, Notre-dames-des-Landes est devenu un symbole et un exemple bien vivant. Un symbole car ce conflit nous prouve que la victoire est possible. Partant du refus face à un projet grotesque d'aéroport, ceux qui luttent ont surmonté la résignation et la peur, ont combattu la brutalité des forces de l'ordre et le cynisme des bétonneurs. Sur les barricades et dans les tribunaux, présents dans la rue comme pour écrire des recours juridiques, les opposants ont su dresser les multiples fronts qui mettent un point d'arrêt à l'avancée du projet. Mais, peut-être, plus que tout si la résistance n'a jamais faiblit, c'est que partant d'un NON à

l'aéroport, la ZAD est devenue une terre où s'expérimentent de nouvelles manières de vivre. Les moments vécus entre nouveaux occupants et anciens habitants à construire des cabanes, cultiver des terres, partager des savoirs faire et à discuter ardemment, en assemblée ou autour d'un verre, ont rendu possible de s'organiser sans les formes partout désavouées de la politique classique, sans le diktat du marché. Ce qui est possible à Notre-Dames-des-Landes est possible ailleurs. C'est aussi cela que le pouvoir veut abattre, cela qu'il nous faut défendre.

## **Comment réagir ?**

Dans ce contexte de menace, les associations historiques, les comités présents dans la région de Nantes et le mouvement d'occupation appellent à se mobiliser à nouveau. Manifestations, blocages et occupations disent les affiches et les communiqués invitant à s'organiser dès maintenant en cas de futures expulsions. Comment s'en ressaisir depuis Rennes ? Des pistes nous sont données par une source proche du ministère de l'Intérieur : "Il faudrait entre 15 et 18 unités mobiles présentes 24 heures sur 24 pour dégager le site. Mais il faut mobiliser cet effectif pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Avec les repos et les jours de congés, cela veut dire qu'il faut [...] un tiers des unités disponibles en France. Pendant ce temps, qui luttera contre la délinquance dans les cités sensibles, qui sécurisera les matchs de foot ou les déplacements de personnalités ?". Le gouvernement croit être en capacité d'écraser la résistance sur place mais il ne pourra pas faire face à un mouvement d'ampleur sur toute la France.

C'est pourquoi répondant à l'appel des opposants, la Maison de la Grève propose la création d'un comité ZAD à Rennes pour empêcher la tenue d'une nouvelle opération et pour propager ici les espoirs portés par ce qui s'expérimente à Notre-Dame-des-Landes. Pour cela, il nous faudra être le plus nombreux possible : des agriculteurs ayant participé au convoi de Rennes à Nantes le 22